



La pollution est irréversible

Deux spécialistes de l'AFD répondent à Polka

interview Elisa Mignot

Quels sont les principaux défis auxquels sont confrontés les Gazaouis dans l'approvisionnement d'eau ?

Anne-Laure Ullmann*. Tout ce qui paraît acquis dans notre vie quotidienne ne l'est pas du tout là-bas. La guerre de l'été 2014 a détruit le tiers des réseaux en eau et assainissement. L'approvisionnement est désormais informel. Tout un système de débrouille s'est mis en place avec des camions-citernes de compagnies privées. L'eau arrive un peu d'Israël, un peu des stations de dessalement installées par des ONG et l'Unicef, beaucoup par des puits plus ou moins sauvages. Les organisations internationales s'adressent en priorité aux populations fragiles : les malades,

les femmes enceintes, les enfants... Les autres doivent se débrouiller. Seuls 10% des habitants reçoivent de l'eau potable au moins une fois par jour. Il y a également un problème d'approvisionnement en électricité : globalement, on ne peut faire fonctionner aucune infrastructure d'eau et d'assainissement par manque de courant. Les petites stations de dessalement fonctionnent au solaire ou au fioul. Mais les coûts sont exorbitants. L'eau revient extrêmement cher aux familles : le prix de l'eau dessalée est d'environ 10 dollars le mètre cube, soit trois fois plus qu'en France, alors que les revenus y sont dix fois inférieurs.

Karim Yakobi*. Le problème de Gaza est d'abord la qualité de l'eau, plus que la

quantité. Concrètement, l'eau du robinet sort de temps en temps, et elle est si sale que vous n'avez pas envie de vous laver avec. La nappe phréatique est polluée à 95%, elle est donc impropre à la consommation humaine. Cette nappe se renouvelle de 50 à 60 millions de mètres cubes par an, alors qu'on en pompe trois fois plus chaque année. L'eau n'est pas potable, mais les gens la pompent quand même parce qu'ils en ont besoin pour survivre. Les trois principales sources de pollution sont : les nitrates provenant des pesticides et des engrais utilisés dans l'agriculture ; les infiltrations des eaux usées non traitées ; et la salinité causée par l'excès de pompage, ce qui occasionne une intrusion marine. En



Dans la banlieue de Gaza City, en avril 2015, une des nombreuses passerelles constituées de déchets accumulés sur la « Gaza River ». Cette unique rivière est devenue, avec le blocus israélien, un égout à ciel ouvert charriant jusqu'à la mer 26 000 mètres cubes d'eaux usées par jour.

termes de santé publique, le « syndrome du bébé bleu » ou méthémoglobinémie, dû à la concentration de nitrates dans l'eau, est directement corrélé à la consommation d'eau polluée. D'autres pathologies, telles que des cancers du rein, des maladies de peau notamment, peuvent être liées.

Quelles conséquences ont eu l'opération Bordure protectrice de l'été 2014 et les précédents conflits avec Israël ?

K.Y. A chaque guerre, les canalisations d'eau potable sont des cibles. Des millions d'euros sont dépensés après les conflits pour les reconstruire, ainsi que les infrastructures de stockage. Il faut se rendre compte qu'à Gaza on est en permanence dans une situation d'urgence et dans un contexte économique traumatisé. Toutes les méthodes que l'on peut appliquer ou recommander en « situation normale » en tant qu'autorité ou bailleur pour aider au développement d'un territoire ne sont pas applicables ici. Il est quasiment impossible de travailler sur le recouvrement des factures, l'amélioration du service... Les institutions et les opérateurs qui s'en occupent sont extrêmement fragiles. Ils arrivent à peine à reconstruire leur réseau, à l'entretenir.

A.-L.U. L'eau, de même que l'énergie, a toujours été une pierre d'achoppement dans les négociations entre Israël et la Palestine. Déjà, dans les accords d'Oslo II, en 1995, une déclaration mentionne que l'eau est, dans cette zone de stress hydrique sévère, un bien commun aux Israéliens et aux Palestiniens, et que l'ensemble des investissements dans l'eau et l'assainissement doit faire l'objet d'un accord des deux parties. Une commission composée d'Israéliens et de Palestiniens a été mise en place pour la Cisjordanie. Elle est censée se réunir très régulièrement. Ça fait plus de quatre ans qu'elle ne l'a pas fait.

Quelles sont les conséquences sur l'activité de l'AFD à Gaza ?

A.-L.U. Elles sont importantes. Pour l'AFD, le secteur Eau et assainissement est LE secteur de concentration dans toute la Palestine. On y consacre environ 10 millions d'euros par an depuis plus de dix ans, majoritairement en Cisjordanie. A Gaza, l'enjeu aujourd'hui est la mise en route d'une station d'assainissement, et le recrutement d'une entreprise pour en finir la construction. Le projet a été initié avant le blocus de 2007, mais la situation a énormément changé depuis. Tout prend du temps et tout est compliqué.

K.Y. Avant la dernière guerre, le territoire était déjà difficile d'accès et dangereux. Depuis un an, c'est devenu encore plus compliqué. On attend encore que ça se dénoue. Moi-même, je n'ai pas pu y aller depuis plus d'un an.

Un rapport de l'ONU paru en 2012 déclarait que Gaza serait une zone « invivable » d'ici à 2020. Où en sommes-nous ?

A.-L.U. D'autres études évoquaient l'horizon 2015. C'est de pire en pire ces dernières années. La nappe phréatique est polluée de façon probablement irréversible. Le quotidien des Gazaouis empire. C'est très net.

K.Y. Ce que disait le rapport était une vue très théorique : aujourd'hui, ça n'est déjà plus viable. La pression démographique, avec un taux de croissance d'environ 3 % chaque année et la moitié de la population qui a moins de 18 ans, s'ajoute à la pression psychologique qui fait que Gaza peut exploser du jour au lendemain. ●

** Anne-Laure Ullmann, chef de projet Eau et assainissement sur les territoires palestiniens à l'Agence française de développement, et Karim Yakobi, chargé de mission à l'AFD, basé à Jérusalem.*